

Aperçu du programme et informations générales

Buts, contenu et méthodologie

Le cursus d'études a pour but de fournir aux participants des connaissances pratiques et scientifiques solides en matière de droit des migrations. Au-delà de l'acquisition de compétences juridiques, il confère aux participants les outils nécessaires pour analyser la politique migratoire actuelle de manière critique, en tenant notamment compte des instruments propres aux sciences sociales.

La thématique est traitée dans sept modules complémentaires (dont le contenu est continuellement adapté aux développements actuels) au moyen d'exposés, d'exercices et d'études de cas. En se référant à de nombreux exemples et à des cas concrets, l'enseignement est axé en grande partie sur la pratique. Si cela s'avère nécessaire, un module relatif aux principes généraux du droit sera organisé pour les personnes ne bénéficiant pas d'une formation juridique. Les intervenants sont des experts nationaux et internationaux provenant des trois universités partenaires, mais également du milieu judiciaire, de l'administration, du barreau et de diverses organisations nationales et internationales. Des travaux de groupes offrent aux participants la possibilité de s'exprimer et de développer leurs idées.

Une participation active est attendue et les participants sont ainsi invités à partager leur expérience. Ils doivent en outre présenter au moins un exposé sur un thème d'actualité et rédiger un travail écrit en fin de formation. En dehors des modules d'enseignement, les participants peuvent enfin compter sur le soutien et l'encadrement des enseignants des trois universités partenaires.

Public cible

Le CAS s'adresse en premier lieu aux personnes actives dans le domaine des migrations, qu'elles bénéficient ou non d'une formation juridique.

Conditions d'admission

Le programme est ouvert aux personnes ayant accompli une première formation (p.ex. Bachelor, Master ou licence) dans une université ou une haute école reconnue. En règle générale, une expérience professionnelle d'au moins une année dans le domaine des migrations est requise. Les personnes qui ne sont pas au bénéfice

d'une formation supérieure peuvent être admises si elles disposent d'une expérience professionnelle et de connaissances théoriques suffisantes. L'admission est octroyée de manière individuelle et sur dossier.

Il est possible de s'inscrire de manière ponctuelle à un ou plusieurs module(s) en tant qu'auditeur/auditrice.

Certificat

Les Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg (BENEFRI) décernent un Certificate of Advanced Studies en droit des migrations (15 ECTS) aux participants étant parvenu avec succès au terme de la formation.

Crédits ECTS et durée

Le cursus d'études est constitué de 15 crédits ECTS, calculés conformément au système européen de transfert des crédits (ECTS). Chaque crédit représente une charge de travail de 25 à 30 heures. 11 crédits ECTS sont obtenus durant la préparation et la participation aux modules, ainsi qu'au travers de la présentation d'un exposé. Les 4 crédits ECTS restants sont octroyés au terme de la rédaction du travail final.

Le programme est constitué de 19 jours de cours répartis en sept modules thématiques, une cérémonie d'ouverture et une cérémonie de clôture. Le cursus complet dure entre 18 et 24 mois.

Langues d'enseignement

L'intégralité du cursus d'études est proposée en français et en allemand. Le travail final peut être réalisé, à choix, en français ou en allemand. Certains modules peuvent être suivis dans l'autre langue. De même, il est possible de changer de langue au cours de la formation. Tout changement doit être autorisé par le comité de direction.

Type de formation et lieux d'enseignement

Le CAS en droit des migrations est une formation continue suivie en parallèle à une activité professionnelle. Les cours sont généralement organisés les jeudis, vendredis et/ou samedis.

Les modules proposés en français sont organisés à Neuchâtel ou à Fribourg et les modules proposés en allemand ont généralement lieu à Berne.

Infrastructure

Les trois universités partenaires disposent de diverses bibliothèques qui permettent aux participants d'accéder à un grand nombre d'ouvrages spécialisés et qui mettent de nombreuses places de travail à leur disposition.

Début de la formation

2 décembre 2016 (en allemand)

1^{er} décembre 2017 (en français)

Candidature et information

Le délai de candidature est fixé au 30 septembre 2016 (pour la formation en allemand) respectivement le 30 septembre 2017 (pour la formation en français). Le nombre de participants est limité à 32. Le formulaire de candidature peut être obtenu sur le site :

www.unifr.ch/ius/cas_migration

ou être demandé par e-mail à l'adresse

cas_migration@unifr.ch.

Coûts

Les frais de formation sont de 10'900.– CHF et doivent être acquittés en deux versements: la moitié avant le début du cours et l'autre moitié avant la fin du dernier module. Un rabais de CHF 500.– sera accordé à toute personne s'étant inscrite avant le 15 juillet 2017. Les frais incluent les documents de cours et les taxes d'examens. Les frais de logement, de repas et les coûts réservés à l'acquisition d'ouvrages spécifiques sont exclus. Pour la fréquentation, en tant qu'auditrice/auditeur, d'un seul module du programme, les frais s'élèvent à CHF 500.– par jour de cours et doivent être payés avant le début du module.

Encadrement et organisation

Le cursus d'enseignement est organisé conjointement par les Facultés de droit des Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg. Le Comité d'études est composé de la Prof. Astrid Epiney (Directrice d'études), de la Prof. Cesla Amarelle et du Prof. Alberto Achermann. Le Comité est responsable de l'organisation du cursus d'études. La coordination générale est assurée par Mme Beate Metz, LL.M, et Mme Monika Raemy est en charge de l'administration.

Le Comité de direction supervise le programme de formation continue. Il est composé des membres suivants:

lic. iur. Claudia Cotting Schalch (Présidente), Juge, Tribunal administratif fédéral;
Prof. Alberto Achermann, Université de Berne;
Prof. Christin Achermann, Université de Neuchâtel;
Prof. Cesla Amarelle, Université de Neuchâtel;
lic. rer. pol. Urs Betschart, Chef de service, Office cantonal des migrations, Zurich
Prof. Astrid Epiney, Université de Fribourg;
lic. iur. Mario Gattiker, Directeur, Secrétariat d'Etat aux Migrations;
Dr. Ruth Herzog, Juge, Tribunal administratif du canton de Berne;
Prof. Jörg Künzli, Université de Berne;
Dr. Simone Prodolliet, Cheffe du Secrétariat, Commission fédérale pour les questions de migration;
Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Université de Fribourg.

Contact

Université de Fribourg
Institut de droit européen/
Centre de droit des migrations
CAS Droit des migrations
Av. de Beauregard 11
CH-1700 Fribourg
Tel.: +41 26 300 80 90
Fax: +41 26 300 97 76
E-mail: cas_migration@unifr.ch

Weiterbildungsstudiengang CAS
Formation continue CAS

Migrationsrecht Droit des migrations

2016-2019

Programmübersicht und allgemeine Informationen

Ziele, Inhalt und Methodik

Der Studiengang hat das Ziel, wissenschaftlich fundierte und praxisorientierte Kompetenzen im Migrationsrecht zu vermitteln. Dazu gehören neben dem Erwerb von Grundlagen im Migrationsrecht die Analyse der aktuellen Migrationspolitik unter Berücksichtigung sozialwissenschaftlicher Kenntnisse und Konzepte. In sieben Modulen (deren Inhalt laufend an die aktuellen Entwicklungen angepasst wird) wird die Thematik durch Referate, Übungen und Fallstudien behandelt. Der Unterricht legt besonders Wert auf praxisorientiertes Arbeiten, z.B. anhand von Fallbeispielen. Bei Bedarf wird für Personen ohne juristische Ausbildung eine Veranstaltung zu den Grundlagen des Rechts angeboten. Als Dozierende konnten erfahrene inländische und ausländische Lehrpersonen insbesondere der drei beteiligten Universitäten sowie Expertinnen und Experten von Gerichten, Behörden, der Anwaltschaft und nationalen und internationalen Organisationen gewonnen werden. Die Veranstaltungen in Kleingruppen bieten den Teilnehmenden Raum für Reflexionen und Diskussionen. Erwartet wird eine aktive Mitwirkung der Teilnehmenden, indem eigene Erfahrungen in die Gruppe eingebracht werden, mindestens ein Referat zu einem praktisch relevanten Thema gehalten und eine schriftliche Abschlussarbeit verfasst wird. Neben den Präsenzveranstaltungen ist eine persönliche Betreuung der Teilnehmenden durch Lehrtätige an den drei Universitäten gesichert.

Zielpublikum

Der Studiengang richtet sich in erster Linie an im Migrationsbereich tätige Personen mit oder ohne juristische Ausbildung.

Zulassungsvoraussetzungen

Die Teilnahme am Studiengang setzt eine abgeschlossene Erstausbildung an einer anerkannten Universität oder Fachhochschule (z.B. Bachelor, Master oder Lizenziat) voraus. Weiter wird in der Regel eine mindestens einjährige Berufserfahrung im Migrationsbereich vorausgesetzt. Personen ohne Hochschulabschluss können zugelassen werden, wenn sie über eine vergleichbare Qualifikation aus der Berufspraxis und Weiterbildung verfügen.

Die Zulassung erfolgt im Einzelfall aufgrund eines Dossiers. Es besteht die Möglichkeit, gezielt einzelne Module des Studiengangs als Hörerin/Hörer zu besuchen.

Abschluss

Die Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg (BE-NEFRI) verleihen den erfolgreichen Absolventinnen und Absolventen ein gemeinsames Certificate of Advanced Studies in Migrationsrecht (15 ECTS-Punkte).

Kreditpunkte und Dauer

Der Studiengang wird nach dem europäischen Kreditpunktesystem (ECTS) mit 15 ECTS-Punkten bewertet. Ein Kreditpunkt entspricht einer 25- bis 30-stündigen Arbeitsleistung. 11 ECTS-Punkte sind durch Teilnahme an den Lehrveranstaltungen, ihre Vor- und Nachbereitung sowie eines in diesem Rahmen zu erbringenden Leistungsnachweises in Form eines Referats zu erwerben, 4 ECTS-Punkte werden für die schriftliche Abschlussarbeit erteilt. Das Programm umfasst 19 Kurstage, die in sieben thematische Module, eine Einführungsveranstaltung und eine Schlussveranstaltung aufgeteilt sind. Es dauert zwischen 18 und 24 Monaten.

Unterrichtssprachen

Das gesamte Studienprogramm wird in deutscher und französischer Sprache angeboten. Die Abschlussarbeit kann nach Wahl in deutscher oder französischer Sprache verfasst werden. Einzelne Module können jeweils in der anderen Sprache besucht werden. Ebenso kann ein Wechsel in das jeweils anderssprachige Studienprogramm erfolgen. Jeder Wechsel muss durch die Studienleitung genehmigt werden.

Studienform und Durchführungsorte

Der CAS Migrationsrecht ist ein berufsbegleitender Teilzeitstudiengang. Die Lehrveranstaltungen finden grundsätzlich jeweils Donnerstag, Freitag und/oder Samstag statt. Die französischsprachigen Veranstaltungen finden in Neuenburg oder Freiburg und die deutschsprachigen grundsätzlich in Bern statt.

Infrastruktur

Die Universitäten verfügen über diverse Bibliotheken, die neben umfangreicher Fachliteratur den Kursteilnehmenden zahlreiche Arbeitsplätze zur Verfügung stellen.

Beginn

- 2. Dezember 2016 (auf deutsch)
- 1. Dezember 2017 (auf französisch)

Bewerbung und Information

Bewerbungsfrist ist der 30. September 2016 (für den Lehrgang in deutscher Sprache) bzw. der 30. September 2017 (für den Lehrgang in französischer Sprache). Die Anzahl der am Kurs Teilnehmenden ist auf 32 begrenzt. Bewerbungsformulare können auf der Website: www.unifr.ch/ius/cas_migration heruntergeladen oder angefordert werden unter cas_migration@unifr.ch.

Kosten

Das Studiengeld beträgt 10'900.– CHF und ist in zwei Tranchen zu entrichten: die Hälfte vor dem Kursbeginn, die andere Hälfte vor der Absolvierung des letzten Moduls. Bei frühzeitiger Bewerbung bis zum 15. Juli 2016 wird Rabatt von 500.– CHF gewährt. Im Studiengeld inbegriffen sind die Kosten für Kursunterlagen und Prüfungsgebühren. Nicht inbegriffen sind die Kosten für Übernachtungen, Verpflegung und spezielle Literatur. Besucht eine Person als Hörerin/Hörer nur einzelne Module des Studiengangs, so ist pro Kurstag eine Studiengebühr in Höhe von 500.– CHF vor Beginn des Moduls zu entrichten.

Trägerschaft und Organisation

Die Träger des Studiengangs sind die Rechtswissenschaftlichen Fakultäten der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg. Die Studienleitung, Prof. Astrid Epiney (Studiendirektorin), Prof. Cesla Amarelle und Prof. Alberto Achermann, ist für die Durchführung des Studiengangs verantwortlich. Die Koordination wird durch Frau Beate Metz, LL.M., sichergestellt, und Frau Monika Raemy ist für die administrativen Aspekte verantwortlich.

Die Programmleitung übt die Aufsicht über den Studiengang aus. Ihr gehören folgende Mitglieder an:

- lic. iur. Claudia Cotting Schalch (Präsidentin), Richterin, Bundesverwaltungsgericht;
- Prof. Alberto Achermann, Universität Bern;
- Prof. Christin Achermann, Universität Neuenburg;
- Prof. Cesla Amarelle, Universität Neuenburg;
- lic. rer. pol. Urs Betschart, Amtsvorsteher, Migrationsamt Zürich;
- Prof. Astrid Epiney, Universität Freiburg;
- lic. iur. Mario Gattiker, Direktor, Staatssekretariat für Migration;
- Dr. Ruth Herzog, Richterin, Verwaltungsgericht des Kantons Bern;
- Prof. Jörg Künzli, Universität Bern;
- Dr. Simone Prodolliet, Geschäftsführerin, Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen;
- Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Universität Freiburg.

Kontakt

Universität Freiburg
Institut für Europarecht/Zentrum für Migrationsrecht
CAS Migrationsrecht
Av. de Beauregard 11
CH-1700 Freiburg
Tel.: +41 26 300 80 90
Fax: +41 26 300 97 76
E-Mail: cas_migration@unifr.ch

Dozierende (indikative und nicht abschliessende Liste)
Intervenants (liste indicative et non exhaustive)

- Prof. Alberto Achermann**, Universität Bern
- Prof. Christin Achermann**, Université de Neuchâtel
- Prof. Cesla Amarelle**, Université de Neuchâtel
- Dr. Florence Aubry Girardin**, Tribunal fédéral, Lausanne
- Malgorzata Barras**, Institut für Mehrsprachigkeit, Universität Freiburg
- Prof. Jan Bergmann**, Verwaltungsgericht Stuttgart; Universität Stuttgart
- Dr. Frédéric Berthoud**, Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
- Prof. Samantha Besson**, Université de Fribourg
- lic. rer. pol. Urs Betschart**, Migrationsamt Zürich
- Prof. Véronique Boillet**, Université de Lausanne
- Ass. iur.Susanne Bolz**, Bundesverwaltungsgericht, St. Gallen
- Prof. Thomas Burri**, Universität St. Gallen
- lic. iur. HSG Marc Busslinger**, Verwaltungsgericht des Kantons Aargau
- Prof. Basile Cardinaux**, Université de Fribourg
- Prof. Martina Caroni**, Universität Luzern
- lic. iur. Claudia Cotting-Schalch**, Tribunal administratif fédéral de la justice
- Prof. Janine Dahinden**, Université de Neuchâtel
- Prof. Astrid Epiney**, Universität Freiburg
- Dr. Silvia Gastaldi**, Office fédéral de la justice
- lic. iur. Daniel Felder**, LL.M., Direction des affaires européennes, Section Droit et accords, Département fédéral des affaires étrangères
- lic. iur. Mario Gattiker**, Staatssekretariat für Migration
- Eduard Gnesa**, Eidgenössisches Departement für Auswärtige Angelegenheiten
- lic. iur. Reto Gruber**, Bundesamt für Justiz
- Marcel Heiniger**, Bundesamt für Statistik
- Prof. Maya Hertig Randall**, Université de Genève
- Dr. Ruth Herzog**, Verwaltungsgericht des Kantons Bern

- lic. iur. HSG Martin Hirsbrunner**, Staatssekretariat für Migration
- Dr. Constantin Hruschka**, Schweizerische Flüchtlingshilfe, Bern
- lic. iur. Thomas Hugi Yar**, Bundesgericht, Lausanne
- Prof. Walter Kälin**, Universität Bern
- Prof. Jörg Künzli**, Universität Bern
- Prof. Francesco Maiani**, Institut de Hautes Etudes en Administration Publique, Lausanne
- Prof. Matthias Mahlmann**, Universität Zürich
- Ass. iur. Beate Metz**, LL.M., Universität Freiburg
- Ass. iur. Robert Mosters**, LL.M., Universität Freiburg
- Prof. Min Son Nguyen**, Université de Neuchâtel
- lic. iur. Martin Nyffenegger**, Staatssekretariat für Migration
- Prof. Matthias Oesch**, Universität Zürich
- lic. iur. Alexander Ott**, MAS P und M, Migration und Fremdenpolizei Stadt Bern
- Dr. Stephan Parak**, Staatssekretariat für Migration
- Dr. Roswitha Petry**, Tribunal fédéral, Lausanne
- Prof. Etienne Piguet**, Université de Neuchâtel
- Dr. Simone Prodolliet**, Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen
- Prof. Sarah Progin-Theuerkauf**, Universität Freiburg
- lic. iur. Walter Stöckli**, Bundesverwaltungsgericht, St. Gallen
- Christophe Tafelmacher**, Avocat, Lausanne
- Prof. Peter Uebersax**, Bundesgericht, Lausanne; Universität Basel
- Dr. Rute Vicente Borghi**, Office fédéral de la Justice
- Prof. Philippe Wanner**, Université de Geneve
- Dr. Nicole Wichmann**, Université de Neuchâtel
- Prof. Ferdinand Wollenschläger**, Universität Augsburg